

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 29 (1884)
Heft: 7

Artikel: Réseaux ferrés et fortifications. Part I
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-336417>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

XXIX^e Année.

N° 7.

15 Juillet 1884

Réseaux ferrés et fortifications.

I.

L'épidémie de fortifications qui, partie de France, ravage l'Europe depuis une dizaine d'années et risqua d'atteindre aussi la Suisse, heureusement préservée par la sécheresse de ses caisses publiques secondant à point sa sagesse, semble enfin s'être apaisée. Elle a fait place un peu partout, et en France même, à une appréciation plus calme et plus rationnelle des problèmes militaires qui avaient donné lieu aux fiévreuses décisions de 1872-1874. En étudiant, au fur et à mesure des besoins, les questions de mobilisation, de garnison, d'armement, d'effectifs, ainsi que de grandes opérations éventuelles applicables aux régions françaises de l'Est, on a dû revenir, avec des vues plus complètes et plus larges, aux questions de fortifications qui s'y lient forcément. On a réfléchi, et aujourd'hui il est fort probable que si le terrain était intact, la plupart des colossales constructions élevées sur la zone orientale française et autour de Paris n'auraient point l'approbation presque unanime qu'elles rencontrèrent au début.

A cette époque, en effet, notre infortunée voisine était trop près de son effroyable catastrophe de 1870-71 pour avoir bien repris ses sens, et certes on pouvait les avoir perdus à moins. Abandonnée par ses alliés de 1859 et 1854, devant subir, isolée et réduite à merci, les dures exigences d'un heureux et impitoyable vainqueur se flattant de l'avoir à jamais ruinée en lui arrachant 5 milliards sonnants, sans compter le reste, la France s'était réorganisée et relevée en se barricadant chez elle de son mieux, politiquement autant que militairement, désireuse de montrer à l'Europe qu'elle pouvait encore s'accorder le plaisir de cette suprême bouterie, si coûteuse qu'elle pût être. Plus c'était cher dans le présent et onéreux dans l'avenir, mieux le but essentiel était atteint : la défensive et l'abstention à outrance. Aucun sacrifice ne fut jugé trop lourd pour édifier camps retranchés, citadelles, voies ferrées, ports fortifiés, engins de toute espèce jugés utiles à cette œuvre. Quand l'élan semblait se ralentir, une motion parlementaire ou un écrit patriotique surgissait

bientôt pour prouver que les Allemands étaient en avance de préparatifs de guerre et qu'il fallait redoubler d'efforts pour rester à leur hauteur.

Ainsi fut créée la nouvelle armée de 49 corps, à deux divisions d'infanterie chacun, avec artillerie, cavalerie et accessoires sur le même pied qu'en Prusse, donnant un effectif de 25 à 30 mille hommes par corps d'armée¹. Ainsi furent construits le gigantesque camp retranché de Paris à trois secteurs, ceux de l'Est jusqu'aux sommets du Jura dont on a tant parlé, et de nombreuses voies ferrées, par les compagnies et par l'Etat, ajustées en grande partie en vue des mobilisations de troupes et de matériel de campagne. L'an dernier plus d'un milliard de francs avait déjà été dépensé à ces travaux.

¹ Il est bon de rappeler ici, pour l'intelligence du texte qui suivra, que les 49 corps d'armée française sont répartis par divisions et subdivisions autour des centres et quartiers-généraux ci-après indiqués, où les noms des quartiers-généraux de corps d'armée sont soulignés :

I	corps, <i>Lille</i> , Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Arras, Béthune, St-Omer, Dunkerque.
II	» <i>Amiens</i> , Péronne, Abbeville, Beauvais, Compiègne, Soissons, Laon, St-Quentin.
III	» <i>Rouen</i> , Bernay, Evreux, Falaise, Lisieux, Caen, le Havre.
IV	» <i>Le Mans</i> , Laval, Mayenne, Mamers, Dreux, Chartres, Alençon, Argentan.
V	» <i>Orléans</i> , Sens, Fontainebleau, Melun, Coulommiers, Auxerre, Montargis, Blois.
VI	» Nancy, Toul, Neufchâteau, Troyes, Mézières, Reims, Verdun, <i>Châlons-sur-Marne</i> .
VII	» Bourg, Belley, Langres, Chaumont, Lons-le-Saunier, <i>Besançon</i> , Belfort, Vesoul.
VIII	» Châlon-sur-Saône, Mâcon, Auxonne, Dijon, Cosnes, <i>Bourges</i> , Nevers, Autun.
IX	» Leblanc, Châteauroux, Parthenay, Poitiers, Châtellerault, <i>Tours</i> , Angers, Cholet.
X	» Guingamp, St-Brieuc, <i>Rennes</i> , Vitré, Cherbourg, St-Lô, Granville, St-Malo.
XI	» Nantes, Ancenis, la Roche-sur-Yon, Fontenay, Lorient, Vannes, Brest, Quimper.
XII	» <i>Limoges</i> , Guéret, Angoulême, Magnac-Laval, Périgueux, Bergerac, Brive, Tulle.
XIII	» Riom, Montluçon, <i>Clermont-Ferrand</i> , Aurillac, le Puy, St-Etienne, Montbrison, Roanne.
XIV	» Grenoble, Bourgoin, Annecy, Chambéry, Gap, Montélimar, Romans, Vienne, <i>Lyon</i> .
XV	» Toulon, Antibes, Ajaccio, Aix, Nîmes, Avignon, Privas, Pont-St-Esprit, <i>Marseille</i> .
XVI	» Béziers, <i>Montpellier</i> , Mende, Rodez, Narbonne, Perpignan, Carcassonne, Albi.
XVII	» Agen, Marmande, Cahors, Montauban, <i>Toulouse</i> , Foix, Mirande, St-Gaudens.
XVIII	» Saintes, la Rochelle, Libourne, <i>Bordeaux</i> , Mont-de-Marsan, Bayonne, Pau, Tarbes.
XIX	» <i>Alger</i> , Oran, Constantine. — <i>Réd.</i>

Néanmoins de temps en temps une voix zélée retentit dans la presse ou dans les Chambres pour demander beaucoup plus encore. Tout récemment, par exemple, on plaidait, dans un style chaleureux et séduisant, l'insuffisance du réseau ferré français, au point de vue militaire, en regard de celui de l'Allemagne, et l'on signalait de regrettables trouées dans les lignes fortifiées de la frontière !!

Ces exigences, mêlées de plaintes, émises et reçues d'ailleurs dans les meilleurs sentiments, ont amené un ancien élève de l'école polytechnique (s'annonçant seulement sous les initiales A. G.), qui joint, chose rare, aux mérites du technicien accompli les dons d'un esprit vraiment supérieur et des vues générales d'une grande justesse, à prendre la plume et à publier une réplique dans le *Journal des sciences militaires* du mois de mars dernier.

Or cette réplique constitue tout simplement, à notre humble avis, le document le plus sérieux et le plus précieux qui ait été produit dans le débat ouvert depuis dix ans. Nous l'avons lu avec un plaisir d'autant plus vif que plusieurs de ses indications et réflexions concordent avec celles déjà publiées dans la *Revue militaire suisse*, avec bien moins d'autorité assurément, à propos des fameux plans d'opérations à travers la Suisse ou la Belgique ainsi qu'à propos des fortifications françaises ou allemandes et de leurs dérivées en projet sur notre sol neutre. Même sans cet intérêt spécial, nous croirions devoir faire connaître à nos lecteurs quelques-unes des pages de M. A. G., écrites de main de maître et bonnes à méditer par les militaires de tous pays et de toutes opinions, par ceux qui croient encore à l'existence de quelques principes fondamentaux en fait d'art de la guerre, comme par ceux qui pensent qu'on peut, de nos jours, remplacer ces principes par l'empirisme secondé au plus d'excellents règlements et de grandes *idées* de manœuvres d'automne.

Cela dit, entrons en matière avec l'article du recueil parisien.

On avait avancé que les Français, malgré leurs laborieux et récents efforts, ne possédaient que 7 lignes ferrées pour leur mobilisation vers l'est, tandis que les Allemands en auraient 12, celles-ci aboutissant à Enskirchen, Trèves, Coblentz, Metz par Thionville, Metz par Neunkirchen, Kaiserslautern, Deux-Ponts, Sarrebourg, Strasbourg, Avricourt, Saverne, Kehl.

De ces 42 lignes M. A. G. estime qu'il faut retrancher celle d'Enskirchen et celle de Coblenz, aboutissant à plus de 8 jours de marche de la frontière, et peut-être aussi celles de Deux-Ponts et de Kaiserslautern, à quatre ou six étapes de la frontière.

Quant aux lignes ferrées françaises, il en compte neuf au lieu de sept, qui sont :

1^o Lyon—Bourg—Besançon—*Belfort*.

2^o Lyon—Châlon-sur-Saône—Besançon—*Vesoul*.

3^o Clermont — Moulins — Chagny — Dijon — Gray — Epinal — *Blainville*.

4^o Bourges, Nevers, Autun—Dijon—Chalindrey—Mirecourt—*Nancy*.

5^o Tours—Orléans—Sens—Troyes, (Paris—Vendôme)—Chaumont—*Neufchâteau*.

6^o Nantes, Angers, Le Mans, Paris—Châlons—Toul—*Frouard*.

7^o Bretagne, Rouen, Pontoise,—Creil—Soissons—Reims—*Verdun*.

8^o Lille, St-Quentin, Amiens—Tergnier—Laon—Reims, Rethel—*Aspremont*.

9^o Lille—Aulnoye—Mézières—*Montmédy*.

Quelques points communs aux deux premières lignes, près de Besançon, mais à *deux voies*, n'empêchent pas qu'il n'y ait réellement 9 lignes distinctes, dont plus de la moitié aboutissent à l'extrême frontière. On peut donc affirmer que les moyens de concentration, considérés dans leur ensemble, ne sont pas sensiblement inégaux.

Un des reproches que l'on a adressés au réseau français résiderait dans la difficulté de la *traversée de Paris*; or, il semble que sur ce point spécial la défectuosité n'est pas réelle.

En effet, d'après le tableau ci-dessus, 2 lignes seulement passent par Paris, dit M. A. G., à qui nous laisserons maintenant la parole, en nous bornant à ajouter à ses judicieux avis sur les choses de France et d'Allemagne quelques remarques s'appliquant à notre pays.

Ces deux lignes vont l'une de Chaumont à Tours par Troyes et Vendôme¹, l'autre de Châlons au Mans. « Or, il est facile de voir que les corps qui seraient désignés pour suivre ces deux lignes auraient des parcours complètement distincts. En effet, les trains venant de Vendôme peuvent marcher par Juvisy et Villeneuve-

¹ Encore faut-il remarquer que cette ligne de Chaumont à Tours par Troyes est doublée par celle qui passe par Sens et Orléans.

Saint-Georges, rejoindre la ligne de Brie-Comte-Robert près de Boissy-Saint-Léger, traverser la presqu'île de Saint-Maur et joindre la ligne de Mulhouse près de Champigny, c'est-à-dire complètement en dehors de Paris.

Quant aux trains qui doivent aller du Mans à Châlons, c'est-à-dire de Versailles à Meaux, ils n'ont qu'à prendre la ligne de petite ceinture à Batignolles et rejoindre par cette voie la ligne de l'Est près de La Villette.

On voit donc qu'avec ce classement de voies ferrées, il n'y a aucune difficulté dans la traversée de Paris, et, qu'on ne peut en trouver qu'à la condition d'accumuler autour de Paris un grand nombre de lignes de concentration ; mais alors on peut dire que les difficultés que l'on rencontreraient n'existeraient que parce qu'on les aurait créées. »

L'auteur relève ensuite les plaintes émises sur l'inconvénient qui peut résulter de l'existence d'un certain nombre de *rebroussements*. Pour juger de la valeur de cette objection, il l'examine d'un peu près et montre qu'au moyen d'une locomotive d'attente placée un peu en arrière et au-delà du point de rebroussement, il n'y aura pour un corps d'armée qu'un retard de 20 minutes, c'est-à-dire absolument insignifiant.

Il ne conclut cependant pas de ces observations qu'il n'y a rien à faire pour améliorer le réseau français : s'il est actuellement suffisant, il est bien certain que l'on ne peut que gagner à augmenter sa puissance. Or, voici quelles sont les *améliorations* qui lui paraissent désirables :

1^o Construire près de Besançon quelques kilomètres, de manière à rendre complètement distinctes les 1^{re} et 2^e lignes.

2^o Construire une ligne partant de Lure et remontant l'Ognon, de manière à se raccorder si c'est possible avec la ligne de la Haute-Moselle.

On a construit dans ces derniers temps un embranchement de Lure à Aillevillers et Plombières ; celui qui est proposé ci-dessus eût été beaucoup plus utile. Il eût comme celui-là conduit les troupes vers la Haute-Moselle ; mais, de plus, en se raccordant à la ligne qui va d'Epinal à Saint-Maurice, il eût permis au besoin d'aller par Remiremont sur Bruyères et Saint-Dié.

3^o *Construire une ligne allant de Troyes à Pont-Saint-Vincent par Joinville et Pagny-la-Blanche-Côte.* De toutes les propositions qu'il serait utile de faire, celle-ci est la plus importante, car

L'existence de ce tronçon porterait le nombre des voies distinctes de 9 à 10.

En effet, la 5^e ligne qui aboutit à Neufchâteau se divise en deux voies à partir de Chaumont, l'une de ces lignes va sur Paris par Troyes, l'autre sur Orléans par Nuits-sous-Ravières et Sens ; par la construction du tronçon qu'on vient d'indiquer, ces deux lignes resteraient distinctes jusqu'à la frontière, l'une s'arrêterait à Pont-Saint-Vincent au lieu de Neufchâteau, l'autre vers Vaucouleurs.

« Nous aurions de cette façon, dit M. A. G., autant de lignes que les Allemands, et pour la plupart très bien distribuées; mais, même dans l'état actuel, notre légère infériorité n'a rien de redoutable, et ce n'est pas à ce point de vue que nous aurions à craindre les conséquences d'une lutte contre l'Allemagne.

Dans le cas d'une concentration sur la frontière du nord-est, une bonne partie des corps 6 et 7 marchera par les voies ordinaires ; si de plus on laisse sur les Alpes les corps 14 et 15, on n'aura à diriger par les voies ferrées que 14 corps sur 18, et comme nous avons 9 lignes distinctes, ce sera *en moyenne* à peu près un corps et demi pour chacune d'elles. Le point important serait de bien utiliser ces ressources. Tous ceux qui ont traité la question ne se sont pas contentés d'énumérer nos moyens de concentration ; ils ont indiqué comment, d'après eux, il convenait de s'en servir. Ils ont même tellement mêlé les deux questions, qu'il semblerait qu'elles soient inséparables. A notre avis, non seulement on peut, mais on doit les séparer ; aussi nous garderons-nous de les suivre sur ce terrain.

Il ne s'agirait de rien moins, en effet, que de faire un plan de campagne contre l'Allemagne, c'est à-dire de préciser le genre de guerre qui nous convient et de rechercher les lignes d'opérations et les points de concentration les plus convenables. Or, nous ne croyons pas qu'il y ait le moindre avantage à entrer à ce sujet dans de longues considérations. Ce n'est pas que nous n'ayons, nous aussi, notre idée sur cette question, mais nous dirons nettement qu'il nous semble qu'elle n'est pas du domaine public ; il suffit à notre objet d'avoir montré que notre réseau ferré n'a pas l'impuissance que l'on a cru devoir signaler, mais nous n'essayerons pas de déterminer quels sont les corps qui doivent être dirigés sur chaque ligne.

Nous ferons seulement remarquer que notre réseau présente une assez grande souplesse, et que tandis que la plupart de nos

lignes peuvent servir à plusieurs corps d'armée, en même temps le plus grand nombre de ceux-ci peuvent être desservis par des lignes différentes.

Ainsi la 1^{re} ligne peut être employée par les corps 7, 14, 15 et 16 ; la 3^e, par les corps 13, 16, 17 et 18, et inversement ce dernier corps peut être desservi par la 3^e, la 4^e, la 5^e et même la 6^e à partir de Paris.

L'utilisation de chacune de ces lignes n'est donc pas déterminée *à priori* ; elle dépend du but que l'on se propose d'atteindre.

Il n'est, du reste, pas dit qu'on doive se servir de toutes nos lignes uniformément ; ce n'est qu'en moyenne que nous évaluons la quantité de troupes que chaque ligne aura à transporter, et il peut très bien se faire que l'on doive diriger sur certaines d'entre elles 2 corps complets, tandis qu'une autre ne devra servir qu'à un seul corps ou même à une seule division ; la répartition dépendra des principes mêmes du plan de campagne.

C'est là, nous le répétons, la grosse question qu'il importe surtout de résoudre avec sagacité. Sans rien préciser à ce sujet, nous pouvons dire que si l'on applique les principes, on sera amené à réunir sur quelque partie de notre frontière le plus de forces possibles ; et il est certain que toutes les voies ferrées aboutissant dans cette région devront servir à 2 corps d'armée.

Il importe de faire au sujet du *transport d'un corps d'armée* une observation, c'est que toutes les fractions constituées d'un corps d'armée n'ont pas au début des opérations la même importance ; les parcs, les convois ne sont pas nécessaires pour le premier jour des opérations. Dès qu'on aura réuni les combattants comprenant 25 bataillons, 8 escadrons et 16 batteries, si l'on a de plus le 1^{er} échelon du parc, c'est-à-dire 6 colonnes de munitions, le corps sera largement en mesure de combattre. Avec ces colonnes on aura les munitions nécessaires pour livrer deux batailles, et quant aux subsistances il sera certainement facile d'en trouver dans le pays pour 2 ou 3 jours. Encore faut-il remarquer que les troupes ont avec elles 4 jours de vivres de réserve.

Il n'y aura donc aucun inconvénient à ce que le reste du corps d'armée n'arrive que quelques jours plus tard. Or, si le corps entier exige une centaine de trains, la partie combattante, en y

comprenant même le 1^{er} échelon du parc et les ambulances, n'en demande pas plus de 60.

On devra donc diviser les transports d'un corps d'armée en deux parties, l'une d'environ 60 trains, et l'autre d'une quarantaine. Or, si deux corps doivent être dirigés successivement sur une même ligne, on devra avoir soin d'embarquer d'abord les deux parties combattantes, et de ne placer les trains supplémentaires du corps de tête qu'à la suite de la partie combattante du corps suivant. D'après ces idées, la partie principale de chaque corps, s'il s'agit d'une ligne à 2 voies, pourra être embarquée en 2 jours; et si le trajet n'est que de 24 heures, en 3 jours le premier corps sera concentré et en mesure de combattre, et en 5 jours les deux corps seront réunis en avant du point de débarquement.

Le 6^e jour les trains supplémentaires du premier des deux corps commenceront à débarquer, et pourront servir, si c'est nécessaire, au ravitaillement des combattants en vivres et en munitions.

On doit encore observer qu'il n'est nullement nécessaire, pour commencer la concentration, d'attendre que les derniers éléments de la mobilisation soient constitués.

Or, la masse des réservistes commencera à arriver le 2^e jour. Il est certain que le 3^e jour, ce que l'on peut appeler le premier ban de l'armée sera mobilisé, c'est-à-dire 3 bataillons par régiment d'infanterie, 4 et même 5 escadrons par régiment de cavalerie, 8 batteries de campagne par régiment d'artillerie. Il serait ridicule d'attendre, pour les mettre en route, que les cinquièmes bataillons avec les batteries de nouvelle formation, ainsi que tous les parcs et convois, soient prêts à partir.

Je conclus de ces considérations que le mouvement de concentration doit commencer au plus tard le 4^e jour au soir. Or, supposons que dans ces conditions on dirige un corps sur Toul, le 4^e, et un sur Verdun, le 2^e. Ces deux corps seront réunis à leur destination dans la matinée du 7^e jour. Avec le 6^e corps, 2 ou 3 divisions de cavalerie et les troupes de garnison de la région, on aura donc, si on le veut, dans la matinée du 7^e jour, plus de 100,000 hommes réunis de Toul à Verdun. -

On n'aura donc pas à craindre, *à moins de le faire exprès*, que les avant-gardes allemandes, c'est-à-dire une vingtaine de mille hommes, puissent commencer l'investissement de Toul le 9^e jour.

Il est à peine croyable qu'après une étude sérieuse de la question on ait pu exprimer de pareilles craintes.

Supposons maintenant que sur chacune des deux lignes qui conduisent à Toul et Verdun, on dirige deux corps, le 11^e à la suite du 4^e, et le 10^e à la suite du 2^e. Ces corps de 2^e ligne auront eux-mêmes terminé leur débarquement dans la matinée du 9^e jour, de sorte qu'en réalité, pour ce jour-là, ce n'est pas 100,000 hommes que l'on pourrait opposer aux avant-gardes allemandes, mais plus de 150,000 hommes.

Mais on peut encore obtenir de bien meilleurs résultats, ainsi que je vais l'expliquer. L'idée générale que je voudrais voir mettre en pratique, consiste à placer sur les frontières, dès le temps de paix, les 4^{es} bataillons d'un certain nombre de corps d'armée ; ainsi à Toul, tous les 4^{es} bataillons du 6^e corps, à Verdun tous ceux du 2^e, entre ces deux places ceux du 4^e. Ces bataillons seraient toujours à l'effectif de 500 hommes, soit 425 par compagnie. Ces dispositions étant prises dès le temps de paix, le soir du 2^e jour on fera partir tous les 3^{es} bataillons des mêmes corps portés à l'effectif de 300 hommes par compagnie. Ces bataillons débarqueront dans la matinée du 3^e jour, rejoindront respectivement leurs 4^{es} bataillons et les porteront à l'effectif de 900 hommes par le versement de 100 hommes dans chaque compagnie.

Par ce moyen on aura dès le 3^e jour de la mobilisation, 2 bataillons par régiment de trois corps d'armée. On pourra y joindre les brigades de cavalerie et 4 batteries de chaque régiment d'artillerie marchant provisoirement sans leurs réserves de batterie. En comptant encore 2 divisions de cavalerie et quelques bataillons de chasseurs, ce sera donc une force de 60,000 hommes qui sera ainsi réunie entre Toul et Verdun. Voilà ce que l'on peut obtenir, si on le veut, le 3^e jour, et c'est dans de pareilles conditions que l'on signale comme un danger la possibilité de la marche des avant-gardes allemandes sur Toul ! Ce n'est pas sérieux. Ce que je viens d'indiquer pour la région comprise entre Toul et Verdun peut être généralisé : à Belfort, on devrait placer les 4^{es} bataillons du 7^e corps, à Epinal et sur la Haute-Moselle ceux du 13^e ; de cette façon on aurait le 3^e jour une centaine de mille hommes de Belfort à Verdun, dont la moitié serait laissée à la garde des places et dont l'autre moitié serait disponible pour opérer dans les environs.

Si donc on sait bien tirer parti de toutes les ressources dont

nous disposons, il sera facile dès les premiers jours de la mobilisation de protéger notre frontière contre les tentatives des partis ennemis. Mais je ferai encore remarquer que par les dispositions que je viens d'indiquer, non seulement on couvre la frontière très rapidement, mais en même temps on accélère la concentration générale, tout en ne commençant cette grande opération que le soir du 4^e jour.

Comme exemples de mouvements sur Verdun et Toul, prenons le 2^e corps :

Par les dispositions préliminaires que je viens d'indiquer, il y aura dès le 3^e jour à Verdun 16 bataillons, 8 escadrons et 8 batteries, soit des troupes exigeant 32 trains pour être conduites à la frontière ; c'est-à-dire que sur les 60 trains nécessaires au transport de la partie combattante, la moitié environ est devenue inutile, et, par conséquent, si l'on commence le soir du 4^e jour l'embarquement des 2^{es} bataillons du 2^e corps, des 5^{es} escadrons de cavalerie, des 8 batteries restantes et des réserves des 8 premières suivies des colonnes de munitions, toutes ces unités auront débarqué dans la matinée du 6^e jour, et, par conséquent, le corps sera constitué en avant de Verdun avec 3 bataillons par régiment d'infanterie, 10 escadrons et 16 batteries ; c'est-à-dire que l'on aura gagné un jour, avantage dont profitera aussi le 16^e corps, si l'on suppose, comme nous l'avons fait plus haut, que ce corps doive suivre le 2^e.

Mais si le 2^e corps d'armée, comprenant les 4^{es} bataillons à la place des 1^{ers}, comme on vient de le dire, est utilisé en campagne, on demandera peut-être comment sera constituée la garnison de Verdun ? A quoi je réponds qu'elle sera formée avec les 1^{ers} bataillons du même corps, mais que ceux-ci partiront non seulement après les trois autres, mais même après avoir laissé passer les troupes du 10^e corps.

Certains militaires repousseront peut-être ces dispositions, sous prétexte qu'elles séparent les bataillons des régiments, et que ce ne serait plus ceux formant à Verdun la garnison du temps de paix qui constituerait la garnison du temps de guerre.

Au sujet de la séparation des bataillons, je ferai remarquer qu'elle n'est que momentanée, et j'admets que ces troupes ne devraient être portées franchement en avant que quand ce corps sera constitué d'une manière normale, et qu'en attendant elles prendraient seulement une attitude défensive dans le rayon de la place de Verdun. Quant à la seconde objection, je ne la re-

garde pas comme sérieuse. Je crois qu'il n'y a pas d'idée plus fausse que celle qui consiste à vouloir créer des troupes d'infanterie exclusivement destinées à la défense des forteresses. C'est déjà trop d'avoir organisé pour cet objet une artillerie spéciale, que l'on a formée au grand détriment de l'artillerie de campagne; mais pour l'infanterie, on n'aurait pas même un semblant de raison.

Toute troupe bonne pour la guerre de campagne sera bonne dans une place forte ; il en a toujours été ainsi, et rien n'est changé sur ce chapitre.

Il faut mettre des garnisons dans nos places dès le temps de paix, mais ce ne doit pas être pour les y laisser au moment de la guerre. Ces troupes sont nécessaires, parce qu'on peut craindre une agression imprévue et qu'il faut du monde dans nos places pour les défendre en toutes circonstances ; mais loin de les immobiliser au début des opérations, on devra en former de solides avant-gardes connaissant bien le pays, en les remplaçant dans les places par des troupes tirées de l'intérieur du territoire. J'appelle l'attention sur cette manière de voir, car ce serait une bien grosse faute que de prendre des dispositions contraires.

D'après ces idées, revenons aux mouvements que l'on devra opérer sur la ligne de Reims—Verdun, en supposant toujours qu'elle doive être suivie successivement par les corps 2 et 10.

Le 4^e jour, au soir, départ des 2^{es} bataillons avec 2 escadrons (les 5^{es}), 8 batteries, 6 colonnes de munitions, les réserves des 8 premières batteries et les ambulances : environ 30 trains. Le 5^e jour, au soir, le dernier de ces trains est parti; il a dépassé soit Tergnier, soit Creil ; les trains du 10^e corps peuvent se présenter sur l'un ou l'autre de ces deux points, en arrivant soit par Rouen, soit par Pontoise. A cet effet, l'embarquement de ce corps a dû commencer la veille au soir ; et, bien entendu, comme à ce moment la mobilisation des premiers éléments de combat est terminée, ce corps ne marchera pas, comme le 2^e, par bataillons, mais par régiments constitués.

Les trains pourront commencer à débarquer à Verdun dans la matinée du 6^e jour.

Pour midi, on aura sur pied : 4 escadrons de cavalerie, 1 brigade d'infanterie et 4 batteries d'artillerie. Ces troupes seraient suffisantes pour la garde de la place, d'autant plus qu'elles sont suivies de tout le corps d'armée. Par conséquent dans la journée du 6^e jour, on pourra utiliser le 2^e corps constitué sur un pied

normal (sauf que les 1^{ers} bataillons y sont remplacés par les 4^{es}), et le porter où on le jugera utile.

On peut remarquer encore que dès la veille on aurait pu employer en dehors de la place la moitié de ce corps.

Revenons à la suite des mouvements par voie ferrée sur la même ligne. Tout le 10^e corps (sauf les 4^{es} bataillons) aura fini son débarquement à Verdun dans la soirée du 7^e jour, ou au plus tard dans la matinée du 8^e; dès le soir du 7^e, toutes les lignes sont libres en deçà de Creil et de Tergnier; on en profite pour embarquer les 1^{ers} bataillons du 2^e corps, qui de cette façon seraient rendus le 8^e jour à Verdun pour en prendre définitivement possession; de sorte que dans cette journée le 10^e corps sera à son tour disponible pour tenir la campagne avec le 2^e.

Quant aux 4^{es} bataillons du 10^e corps, ils seraient embarqués également le soir du 7^e jour, de manière à arriver le jour suivant à Creil et Tergnier, pour suivre ceux du 2^e jusqu'à Verdun ou s'arrêter à Reims si l'on juge utile de les y laisser. Enfin, à la suite de ces bataillons marcheront les parties complémentaires des corps 2 et 10, c'est-à-dire leurs parcs et convois de toutes sortes. On voit que par ces procédés on pourrait, dès le 8^e jour, disposer de deux corps complets en avant de Verdun, indépendamment de la garnison de la place.

En agissant de même sur la ligne Châlons—Toul, on pourrait également réunir en même temps en avant de cette place les deux corps 4 et 11. Si l'on joint à ces troupes le 6^e corps, il est donc manifeste que dès le 8^e jour on pourra disposer en avant de la ligne Toul—Verdun de cinq corps d'armée, soit 125,000 hommes, qui certainement n'auront rien à redouter des avant-gardes ennemis. On voit donc que ce ne sont pas les moyens qui nous manquent, que les troupes seront nombreuses et bien armées, qu'il sera facile de les conduire à la frontière en temps utile.

Du reste, je tiens à faire remarquer que si je viens d'indiquer ce que l'on pourrait faire, je ne dis pas que ce soit ainsi que l'on doive agir.

Je n'affirme nullement que l'on doive diriger sur Verdun les corps 2 et 10, ni sur Toul les corps 4 et 11. C'est là une question dont je ne veux pas m'occuper. J'ai voulu seulement montrer comment on pouvait utiliser nos voies ferrées, en prenant un exemple particulier qui n'a peut-être rien de commun avec les mouvements qui conviennent le mieux aux propriétés stratégiques de notre frontière.

Une conclusion très nette et très précise se dégage des considérations que je viens de présenter.

C'est que si nous choisissons un front d'opération principal sur lequel aboutissent seulement quatre lignes à double voie et qu'on emploie les procédés que je viens d'indiquer, on pourrait réunir sur ce front, dans la journée du 8^e jour, la partie combattante de huit corps d'armée, soit environ 200,000 hommes, et que si l'on voulait mettre un troisième corps sur chacune de ces mêmes lignes, deux jours plus tard on aurait 400,000 hommes de plus.

Concluons donc que la France n'est pas mise en péril par la disposition de ses voies ferrées.

Notre réseau vaut sensiblement celui des Allemands, et, à la condition de bien nous en servir, nous aurons les moyens de nous présenter à proximité de la frontière dans les mêmes conditions que nos adversaires.

Toutefois, il faut remarquer que les situations ne seront vraiment comparables qu'à la condition que les deux partis commencent en même temps le travail de mobilisation, et qu'il en serait autrement si les Allemands prenaient avant nous leurs premières dispositions.

C'est là une éventualité qu'il faut envisager, avec un ennemi comme celui que nous avons de l'autre côté des Vosges.

Il est bien possible que, décidés à nous faire la guerre, les Allemands commencent leurs préparatifs avant toute déclaration d'hostilités. Dans ces conditions, il est probable que nous serions prévenus sur la frontière, et, par conséquent, que nous serions obligés de céder une certaine quantité de terrain. Mais faudrait-il pour cela désespérer de l'issue de la lutte? Tel n'est pas notre avis.

En livrant la bataille sur l'Argonne ou en avant de Langres, on pourrait la gagner tout aussi bien qu'à l'extrême frontière¹. On peut même dire que si on l'obtenait dans ces conditions, elle n'en serait que plus féconde par ses conséquences.

Il faudrait donc avant tout conserver son sang-froid et se porter au devant de l'ennemi avec confiance.

¹ Il est vrai que certains écrivains militaires prétendent qu'en commençant par céder une certaine zone de terrain, nous perdrons une partie de nos meilleures chances. Cette opinion n'existe que chez ceux qui mettent avant tout le salut des armées dans l'appui direct de la fortification. Il n'est pas à notre avis d'opinion plus erronée, et en même temps plus dangereuse, car le sort final d'une grande guerre ne dépend, en réalité, que des batailles en rase campagne. A. G.

Quand l'ennemi se serait avancé d'une vingtaine de lieues dans notre pays, la situation ne serait pas plus périlleuse qu'après la chute de Longwy et de Verdun en 1792. Il faudrait s'inspirer de la tranquillité d'âme et de la fermeté de Dumouriez.

Du reste, dans bien des circonstances, de grands généraux n'ont cédé le terrain qu'afin d'être mieux en mesure de reprendre l'offensive quelques jours plus tard.

C'est ainsi qu'opéra Bonaparte pendant les journées qui précédèrent Castiglione.

Dans le même temps, l'archiduc Charles reculait du Rhin jusqu'au Danube, sans perdre un instant l'espoir de repousser l'invasion des armées françaises. On sait que cette manœuvre fut couronnée de succès, et l'on vit successivement l'armée de Sambre-et-Meuse battue à Würtzbourg, et celle de Rhin-et-Moselle obligée de se retirer précipitamment; la retraite fut plus rapide que n'avait été l'invasion.

En 1809 et en 1813, le mouvement rétrograde des armées françaises n'empêcha pas Napoléon de reprendre l'offensive et de ressaisir la victoire à Eckmühl et à Lützen. Enfin, l'année suivante, les coalisés occupaient le tiers de la France, lorsqu'ils furent battus à Montmirail et à Montereau. Il est vrai qu'on peut dire que dans ces circonstances les armées françaises avaient depuis quinze ans l'habitude de la victoire, et qu'elles étaient conduites par le plus grand des capitaines; tandis qu'aujourd'hui nos troupes oublieront peut-être difficilement les désastres de 1870, et que depuis la mort si malheureuse du général Chanzy, elles n'auraient à leur tête que des généraux peut-être remplis de talent, mais qui n'auraient pas encore fait leurs preuves.

Mais la situation était encore toute pareille quand Dumouriez arrêta l'invasion prussienne à Valmy; l'armée française n'avait pour passé que les honteuses défaites de la guerre de Sept ans, et son général n'avait lui-même encore assisté à aucune grande bataille. Les circonstances étaient encore bien plus difficiles quand Chanzy entreprit de tenir tête aux armées allemandes victorieuses; mais à une grande intelligence de la guerre, il joignait une âme fortement trempée. Aussi, tandis qu'au début de la guerre les échecs très réparables de Wœrth et de Forbach avaient suffi pour amener nos généraux à céder sans combat toute la zone frontière aux Allemands, Chanzy parvint à se retirer d'Orléans sur Le Mans, en ne cédant le terrain que pied à pied. Voilà de ces souvenirs que nous devons avoir présents à l'esprit pour le

cas où l'ennemi parviendrait à nous prévenir sur la frontière, et aussi pour celui où nous commencerions par éprouver une défaite. Sans doute le moral de la nation pourrait être fortement ébranlé par des débuts malheureux; mais qu'importent les clammeurs que l'on pourrait pousser au cœur de la France, si les chefs de nos armées y restent insensibles; l'attitude de leurs troupes ne dépend que d'eux.

Qu'ils envisagent la situation avec calme et fermeté, et ils obtiendront de leurs subordonnés tous les efforts désirables. A ce point de vue encore, on peut s'inspirer de la conduite de Dumouriez. Les premiers progrès de l'invasion prussienne avaient jeté l'alarme jusqu'aux portes de Paris, qui était alors sans défense. Le Conseil exécutif, et même quelques-uns des lieutenants du général français réclamaient la retraite sur Châlons. Dumouriez resta sourd à leurs instances, et par son attitude aussi ferme qu'intelligente sauva la France de l'invasion.

« Les hommes font les hommes, dit Lamartine, après avoir raconté cette belle campagne; l'âme d'une armée est dans son général. »

Depuis cent ans rien n'est changé au point de vue de l'importance capitale de la direction. Pour résister aux Allemands, il n'importe pas tant d'avoir une ligne ferrée de plus, ou une barrière fortifiée plus ou moins continue, que d'avoir pour tenir la campagne une armée instruite, solide, et conduite par quelques hommes d'un mérite supérieur.

C'est de cela surtout que dépend l'issue de la lutte.

Si un Chanzy eût commandé l'armée française après Wörth et Forbach, il n'est pas douteux pour nous que les Allemands ne seraient jamais arrivés dans la région de Paris.

Si le même général eût commandé l'armée de la Loire le lendemain de la bataille de Coulmiers... il est à peu près certain qu'avant le 20 novembre Paris eût été débloqué. Les hommes ont du reste leurs aptitudes spéciales, et ne sont pas également propres à tous les rôles à la guerre.

Il aurait peut-être suffi en 1870 de changer de place les maréchaux Bazaine et Mac-Mahon pour modifier complètement les résultats de la journée du 6 août. Bazaine sur la Sauer aurait eu sans doute assez de prudence soit pour éviter le combat, soit pour ne pas s'engager à fond contre des forces quadruples des siennes; il se serait retiré en bon ordre sur les Vosges, de manière à pouvoir en défendre les défilés.

Le maréchal de Mac-Mahon sur *la Sarre* n'aurait pas manqué d'amener les quatre divisions du 3^e corps sur le champ de bataille de Forbach, et les Prussiens eussent été battus.

Ainsi, rien que par le changement de deux hommes, on avait de grandes chances d'obtenir d'un côté une victoire au lieu d'une défaite, de l'autre une retraite au lieu d'un désastre. L'augmentation de l'effectif des armées ne diminue pas, tant s'en faut, l'importance du rôle de leurs chefs.

Pour nous, nous aimerais mieux recommencer la dernière guerre avec les moyens dont nous disposons, à la condition d'avoir à la tête quelques hommes comme le général Chanzy, que d'en faire une nouvelle avec nos moyens actuels, si nous devions être conduits comme en 1870. Dès le début nous aurions des forces égales à celles de l'ennemi ; mais on doit être convaincu que nos efforts seraient inutiles, si nos opérations n'étaient pas conformes aux principes essentiels de la stratégie.

Je ne sais quelles sont les dispositions qui ont été admises à l'état-major général de l'armée, mais je souhaite qu'elles n'aient rien de commun avec les projets d'opérations qu'ont proposé divers écrivains militaires. La plupart de ces projets ressemblent plus ou moins à celui du major X..., et j'ai montré déjà tout ce qu'il y avait de défectueux dans ces propositions. On y étudie le plus souvent les moyens de résister à l'invasion sur tout le front qui s'étend de Belfort à Mézières, mais on y arrive toujours à un éparpillement de forces qui ne nous permettrait de résister sûrement nulle part.

Quelques écrivains ont aussi examiné les moyens de résister à une invasion par la Belgique et la trouée de Chimay.

Pour les uns elle est redoutable, pour d'autres elle n'offre aucun danger.

Nous sommes absolument de ce dernier avis, il nous paraît à peu près évident que nous n'avons rien à craindre de ce côté, et ceux qui n'en sont pas convaincus n'ont qu'à lire l'article paru il y a quelque temps sur ce sujet dans le *Journal des Sciences militaires*. Toutefois en rappelant ce travail, nous pouvons dire que nous ne l'approuvons pas dans toutes ses parties. On y admet, en effet, que si l'ennemi s'avancait dans cette direction avec 5 corps, on devrait lui en opposer un même nombre.

Rien n'est plus contraire aux principes. Si les Allemands prenaient les disposition qu'on leur suppose, ce qui pour nous n'aura certainement pas lieu, il n'y aurait de notre part que deux

partis à prendre : ou bien négliger cette invasion en n'y opposant qu'un corps d'observation, chargé de reculer en combattant, de manière à pouvoir réunir sur un autre point des forces supérieures à celles de l'ennemi ; ou bien, au contraire, prendre l'offensive de ce côté, non pas avec des forces égales à celles de l'ennemi, mais bien avec 8 ou 9 corps capables de lui infliger une défaite complète.

Pendant ce temps, bien entendu, il faudrait céder d'un autre côté ; mais le but principal des grandes opérations militaires n'est pas d'occuper telle ou telle position, mais bien de détruire les forces ennemis ; et il serait sans importance de reculer du côté de l'est de 10 ou 20 lieues, si au nord on avait obtenu une victoire décisive ; l'ennemi n'attendrait probablement pas pour reculer de l'autre côté que l'on y eût ramené des forces supérieures. Du reste, nous le répétons, les Allemands n'aventureront certainement pas en Belgique une armée de 150,000 hommes, séparés du gros de leurs forces par le massif des Ardennes. En leur supposant ces résolutions, on leur prête des fautes qu'ils se garderont bien de commettre.

S'ils voulaient s'avancer par la Belgique, c'est avec la principale partie de leur armée qu'ils prendraient cette direction ; mais cette éventualité n'est pas non plus bien redoutable, car en raison du petit nombre de lignes ferrées qui conduisent dans cette région, leur concentration serait retardée de plus de 8 jours. Alors que les Allemands ne possédaient ni Metz ni Strasbourg, ils n'ont pas songé un seul instant à s'avancer par la Belgique ; ils se garderaient bien mieux de le faire maintenant qu'ils possèdent ces deux places. Ils n'y auraient aucun intérêt militaire, et au point de vue politique ils risqueraient de s'aliéner plusieurs puissances européennes¹.

Si, contre toute probabilité, ils ne tenaient aucun compte de ces considérations, nous n'aurions aucune raison de nous en plaindre. Mais dans ces conditions comme dans toute autre, il faudrait éviter avec le plus grand soin la dissémination de nos forces. Ce qui caractérise, en effet, les projets qui ont été publiés à ce sujet, c'est qu'on y oublie cette idée fondamentale que quand on veut défendre tout, on ne défend rien ; qu'il y a toujours sur une frontière une région décisive du théâtre des opérations ; que l'art consiste avant tout à la trouver, et que quand on

¹ Le même raisonnement s'applique également à une opération allemande de circuit par la Suisse. *Réd.*

y a réussi, les règles exigent que l'on y concentre presque toutes ses forces.

Voilà ce qui est écrit à chaque page de l'histoire militaire, et il est véritablement étrange qu'en France on ne semble pas s'en douter. On a si bien affirmé dans notre pays que la stratégie n'était plus de notre époque, que cette idée-ci a bien pu faire des progrès parmi nous. Il faut du reste ne pas s'y méprendre, la pratique journalière du métier militaire n'apprend rien sur la vraie valeur des principes. On peut même être très versé sur les questions de tactique et de logistique, et n'entendre rien aux questions de stratégie.

Mais ce n'est pas une raison pour prétendre que ces questions n'ont plus d'objet. Il faut interpréter d'une manière bien singulière les faits de la dernière guerre, pour en tirer de pareilles conclusions. Encore faut-il remarquer combien il serait grave de se tromper sur les vraies causes de nos désastres, car avant d'appliquer le remède il faut connaître le mal.

En 1870 sont-ce les moyens, l'exécution ou la direction qui ont manqué? Question capitale, car suivant qu'on y répondra dans un sens ou dans un autre, on s'appliquera à corriger nos défac tuosités d'une façon différente.

En réalité, il est certain que nous nous sommes présentés à l'ennemi dans des conditions défectueuses à tous les points de vue. Mais pour bien juger la nature du mal, il importe de se rendre compte des effets produits par ces diverses causes d'infériorité.

Or, il est certain que nos moyens étaient inférieurs au point de vue du nombre et de l'armement; mais sous le rapport du nombre, on aurait en peu de temps pu atteindre le chiffre de l'ennemi, si au lieu de faire prendre nos premières troupes, on avait fondu peu à peu nos nombreuses réserves dans nos troupes de première ligne.

Il fallait pour cela non pas organiser de nouveaux corps, mais renforcer peu à peu ceux qui étaient déjà constitués en élargissant leur cadres. Le but à atteindre eût été d'organiser 4 bataillons par chaque régiment d'infanterie, et d'y joindre 2 bataillons de mobiles. Dès que ces bataillons eussent été prêts, on aurait dédoublé les régiments, en imitant les procédés suivis en 1793¹: chacun des nouveaux corps comprenant 2 bataillons de ligne

¹ On sait qu'en 1793 les demi-brigades furent formées chacune par la réunion de deux bataillons de volontaires avec un bataillon de ligne.

et 1 de mobile. On eût obtenu de la sorte 200 régiments d'infanterie, sans compter la garde, les troupes d'Afrique et celles de la marine.

On aurait pu en former plus de 20 corps à 3 divisions. A la fin de septembre nos forces eussent été presque égales à celles de l'ennemi, et dans le courant d'octobre nous aurions été en mesure d'arrêter leurs progrès, à la condition d'être bien conduits.

Quant à l'armement, il était inférieur au point de vue de l'artillerie; mais, au contraire, le fusil de nos fantassins valait incomparablement mieux que celui des Allemands.

La disposition de nos voies ferrées devait entrer aussi en ligne de compte. Or, s'il est certain que notre réseau fût susceptible de perfectionnement, il ne l'est pas moins qu'il était suffisant pour notre concentration. Dès la fin de juillet presque toutes nos forces disponibles étaient rendues à la frontière, et avec l'activité remarquable des agents de la ligne de l'Est, il n'est pas douteux que si nous avions disposé de 100,000 hommes de plus, ils eussent été transportés à la frontière dans les premiers jours d'août.

Lorsqu'on examine nos moyens pour une guerre contre l'Allemagne en 1870, on est donc en droit de dire que sous le rapport du nombre seul nous avions une véritable infériorité, mais encore que cette cause de faiblesse pouvait être facilement réparée en quelques mois.

Au sujet de l'exécution on doit convenir que nos troupes n'étaient pas suffisamment rompues à la tactique qui convenait à nos armes perfectionnées; on ne peut cependant pas oublier comment elles se sont comportées à Wœrth et à Forbach, et sous ce rapport encore nous dirons qu'en bien peu de temps elles étaient susceptibles de se perfectionner, car une troupe bien conduite et qui possède déjà les éléments du métier fait de rapides progrès pendant le cours d'une campagne. On peut donc dire que la médiocrité de l'exécution des opérations n'a pas été la cause capitale de nos désastres.

Cette véritable cause on ne peut la trouver que dans la direction supérieure. Un plan dérisoire pour entrer en campagne¹, où

¹ Disons tout de suite que ce jugement sévère ne nous semble pas s'appliquer à la ligne d'opérations choisie, qui eût été parfaite si le calcul du temps destiné à la parcourir ne se fût trouvé faux par suite de l'énergie offensive des masses prussiennes. Réd.

l'on ne tenait aucun compte des propriétés stratégiques de la frontière non plus que des forces des armées en présence; un éparpillement de nos corps d'armée livrés à eux-mêmes, sans instruction pour se soutenir; un affollement complet succédant en quelques jours à une présomption ridicule; une confiance pernicieuse dans la force de résistance d'un camp retranché: telles sont les vraies causes de nos premiers désastres, qui ont permis à l'ennemi, après deux succès réels, mais en somme secondaires, de s'avancer sans obstacles depuis la frontière jusqu'au camp de Châlons.

En jugeant ainsi l'ensemble de notre situation en 1870, nous pouvons donc dire que nos moyens étaient inférieurs, mais qu'il était facile de les accroître en peu de temps; que l'exécution était médiocre, mais perfectible, et que la direction était nulle au début et est restée nulle jusqu'aux grandes catastrophes, parce que ce n'est pas en quelques jours que l'on apprend à diriger les opérations d'une grande armée.

Voilà pour nous le jugement qu'il convient de porter sur les causes de nos défaites en 1870; mais il paraît que l'on en ait pensé tout autrement dans l'armée depuis dix ans.

On ne semble avoir pour but que d'accroître nos moyens d'action, on paraît croire que le succès ne dépend que du nombre des troupes, de leur armement et des ouvrages de fortification dont on pourra les couvrir. Accroître le nombre de nos soldats en appelant dans l'armée tous les enfants de la France, était sans doute une nécessité de notre époque; leur donner des fusils et des bouches à feu du modèle le plus perfectionné, était aussi un désidératum qu'il fallait s'efforcer d'atteindre. Augmenter les ressources de notre réseau ferré n'était pas moins nécessaire. Mettre quelques-unes de nos places fortes à hauteur des progrès de la nouvelle artillerie était encore une impérieuse nécessité; mais, à ce dernier point de vue, il nous semble que l'on ait tiré de la dernière guerre les conséquences les plus étranges.

Il y a eu abus de la fortification depuis 1870. Avant de nous couvrir de tant de places fortes, il aurait fallu montrer dans quelle mesure le manque de grandes places a servi à amener nos défaites. Or, les faits sont d'hier et connus de tout le monde.

Nous n'avions que deux grandes places capables de contenir une grande armée: Metz et Paris. Elles n'ont servi qu'à amener la capitulation de nos armées; et c'est après cet exemple que

l'on a créé entre la frontière et Paris dix camps retranchés ! La dernière fois, il fallait y mettre de la bonne volonté pour se laisser enfermer ; à la prochaine occasion, nos armées trouveront partout sur leur chemin de ces prétendus refuges. Qu'elles se gardent d'y chercher leur salut, car ce que nous avons le plus à craindre dans une prochaine guerre, c'est que ce système de camps retranchés, qui depuis dix ans a été un gouffre pour nos finances, ne serve un jour qu'à engloutir nos principales armées.

Et il faut bien le remarquer, l'adoption de ce système, si pernicieux en lui-même, a eu déjà des conséquences aussi malheureuses que variées. Il n'est pas douteux que l'artillerie française ne soit considérablement affaiblie par la création de l'artillerie de forteresse ; or, on n'aurait jamais songé à cette création, s'il n'avait fallu pourvoir à la défense de ces innombrables places. Tout semble subordonné à la défense de ces camps retranchés¹, tandis que le rôle des places ne s'est en rien accru à notre époque, et qu'il n'est pas possible de faire entrer l'insuffisance de nos fortifications dans les causes capitales de nos malheurs de 1870.

Sans doute, si des places comme Strasbourg, Verdun, Thionville, Toul, Mézières et Soissons avaient été fortifiées comme Metz et défendues comme Belfort, il est clair qu'elles auraient offert à l'ennemi une résistance beaucoup plus prolongée. Mais en quoi cela aurait-il modifié le résultat des opérations ? La nécessité de mettre de grosses garnisons dans ces places n'eût fait que nous rendre plus impuissants en campagne, car l'ennemi n'eût pas été obligé de les attaquer ni même de les bloquer toutes ensemble ; il se serait présenté devant ces places successivement, et un seul corps eût suffi à ces opérations.

Encore faut-il remarquer que, parmi ces places, il n'en est vraiment qu'une que les Allemands eussent un grand intérêt à posséder et nous-mêmes à défendre : c'est Toul. Aussi sommes-nous loin de nier l'utilité des places fortes ; mais nous prétendons qu'il n'en faut qu'un petit nombre, et qu'elles ne sont vrai-

¹ On a même vu tout récemment un général soutenir que l'artillerie de forteresse était la vraie artillerie de notre époque. N'est-ce pas la négation de l'histoire militaire la plus récente comme la plus ancienne ? Il me semble que ceux qui ont étudié les faits doivent frémir en songeant que de semblables idées peuvent exister parmi les chefs de l'armée française ; car il est certain que si elles parvenaient à se résoudre, ce serait la perte de notre pays. A. G.

ment utiles qu'à la condition que leurs emplacements soient parfaitement choisis. Or, une bonne moitié de nos nouvelles places ne sont appelées à jouer aucun rôle, si tant est qu'en immobilisant des forces considérables, elles ne servent qu'à nous faire battre ; car non content de construire de nombreux camps retranchés, on s'est proposé, en les reliant par des ouvrages espacés de distance en distance, de constituer de vraies régions fortifiées qui n'ont de valeur que par la présence de véritables armées. Sans m'arrêter plus longtemps sur cette question, pour le moment, je puis dire cependant que les Allemands sont parfaitement fixés sur le peu de valeur de notre système de défense.

Ils savent qu'il a été organisé, pour ainsi dire, au rebours des principes de l'art de la guerre, et que, tandis que l'objet principal de la fortification est de favoriser le mouvement des armées et de gêner ceux de l'ennemi, nos régions fortifiées, sorte de muraille de la Chine avec intervalles, ne peuvent qu'immobiliser les nôtres, et qu'il est dérisoire de prétendre que nos forts d'arrêt, isolés en pays complètement ouvert, pourront de quelque manière arrêter les leurs¹.

Les Allemands eux aussi ont des places fortes, mais elles sont réparties d'après des idées bien différentes de celles qui règnent chez nous. Leurs emplacements sont déterminés par les mêmes considérations qu'autrefois, parce que le vrai rôle de la fortification n'a nullement changé à notre époque.

Tout ce qui résulte des progrès de l'artillerie, c'est qu'il faut donner aux places un développement bien plus considérable que par le passé, mais nullement qu'elles doivent servir de points d'appui directs ou de refuge aux armées. Voilà ce que les Alle-

² Les forts de Manonviller, près de Lunéville, de Bourlemont, près de Neufchâteau, des Ayvelles, près de Mézières, et celui d'Hirson sont absolument dans ces cas. C'est de l'argent gaspillé d'une manière déplorable, tandis que l'on avait tant d'occasions de l'employer utilement. Je reconnais, au contraire, que les forts de la haute Moselle sont d'une véritable utilité, et que ceux qu'on a élevés entre Toul et Verdun, sans être aussi nécessaires, peuvent rendre cependant de réels services pendant la première période de guerre. Mais que dire surtout du système de fortification déplorable élevé entre la Marne et l'Oise, depuis Reims jusqu'à La Fère, alors que l'histoire aussi bien que le raisonnement montrent qu'il n'y a dans cette région qu'une position qui jouisse de véritables propriétés stratégiques, c'est Soissons ? C'était cette position seule qu'il fallait fortifier. En se mettant à ce point de vue, on peut dire que nos difficultés financières sont un véritable bonheur. Quand on sait l'usage que nos ingénieurs faisaient de nos ressources, s'il y en avait encore, on doit se féliciter de ce qu'il n'y en a plus. A. G.

mands ont compris en donnant de l'extension aux places de Metz, Strasbourg, Mayence et Cologne, mais en se gardant bien de rien faire qui ressemble à nos régions fortifiées.

On a choisi des remèdes impuissants, parce qu'on n'était pas parvenu à reconnaître le vrai mal. Je me garderai de dire que les soins que l'on a donnés à nos voies ferrées puissent être regardés comme également inutiles ; mais il importe cependant de ne pas attacher à cette question une importance exagérée, et de croire que le succès ou la défaite ne dépend que d'une ligne de plus ou de moins conduisant à la frontière. Ce qu'il faudrait éviter surtout, c'est de jeter l'alarme dans le pays en prétendant que nous ne pouvons engager la lutte que dans des conditions d'infériorité redoutables, surtout lorsqu'on n'arrive à une pareille conclusion que par une appréciation de nos moyens totalement inexacte. C'est un procédé absolument sans valeur, que celui qui consiste à utiliser les ressources dont on dispose d'une manière défectueuse, et de venir prétendre ensuite que ces ressources étaient insuffisantes.

Ce procédé est fréquemment suivi. On s'en est servi notamment pour l'artillerie de forteresse ; on a commencé par répartir sur le territoire nos batteries à pied de la manière la plus dérisoire, dans des conditions où il n'y avait ni instruction ni direction possibles ; après quoi on est venu dire que notre organisation était défectueuse, tandis qu'il n'y avait de défectueux que l'usage qu'on en a fait.

On doit éviter de traiter d'une semblable manière la question de nos voies ferrées. Avant de prétendre qu'elles sont insuffisantes, cherchons d'abord à bien utiliser toutes nos ressources, et ne portons un jugement sur leur valeur que quand nous serons bien sûrs d'en avoir tiré tout le parti possible. Pour apprécier la valeur d'une machine, il ne faut pas commencer par enrayer la moitié des rouages. Pour nous, nous ne prétendons pas encore que notre manière d'utiliser nos voies ferrées soit celle qui offre le plus grand rendement ; toutefois, en s'en tenant seulement à notre solution, on peut dire que nos moyens de concentration valent à peu près ceux des Allemands, et que ce n'est pas à ce point de vue qu'il faut se mettre pour trouver dans nos ressources militaires une cause sérieuse d'infériorité vis-à-vis de nos adversaires. Ce qui serait bien autrement grave, ce serait d'être dirigés par ceux qui méconnaissent les règles de la stratégie. S'il en était ainsi, nous ne craignons pas de l'affirmer,

quelles que soient nos voies ferrées, nos fusils et nos canons, la défaite serait certaine ; tandis que si nous avions à notre tête des chefs pénétrés des vrais principes, nous parviendrions à nous en tirer, même malgré nos camps retranchés, parce qu'en connaissant le danger, de bons chefs parviendront à s'y soustraire. Au point de vue de la direction supérieure, il n'y a en réalité que deux graves fautes possibles : 1^o diviser ses forces ; 2^o s'attacher aux grandes places. Si nous les commettions dès le début, elles seraient peut-être irréparables ; mais si, au contraire, nous sommes fermement résolus à bien nous tenir et à nous mouvoir librement, il n'y a aucune raison de redouter la lutte.

Ce sont là les conclusions que j'ai tirées de mes études sur *Quelques maximes de Napoléon*, et ce n'est peut-être pas la dernière fois que je reviens sur ces deux idées fondamentales ; car s'il est vrai qu'elles doivent dominer toutes les conceptions stratégiques, il semble qu'au contraire les idées opposées soient généralement répandues dans notre pays.

D'une part, on admet dans tous les projets d'opérations qui ont été publiés un véritable éparpillement de nos forces sur toute la frontière franco-allemande, et, d'un autre côté, on paraît vouloir faire jouer aux places un rôle prépondérant.

On ne saurait combattre ces idées avec trop d'énergie, car elles sont le renversement de tous les principes de la grande guerre ; tout serait perdu si jamais ceux qui professent de pareilles doctrines étaient appelés à la tête de nos armées.

En revenant, pour terminer, à la question spéciale de nos chemins de fer, nous croyons pouvoir conclure de la discussion précédente : 1^o que nos moyens de concentration ne sont pas sensiblement inférieurs à ceux des Allemands ; 2^o que si, pour des raisons quelconques, nos adversaires prenaient quelque avance sur nous, il ne faudrait pas croire pour cela tout perdu. Il importe de se dire que nos principaux éléments de succès sont avant tout dans le talent des chefs et dans la vigueur des troupes ; pour les uns, être bien pénétrés des principes fondamentaux de l'art de la guerre ; pour les autres, être rompus à l'emploi de nos armes perfectionnées ; pour tous, être prêts aux plus grands sacrifices, voilà ce qui est nécessaire et suffisant pour être en mesure d'affronter la lutte avec confiance,

C'est de la réalisation de ces conditions essentielles que dépend le succès, bien plus que du perfectionnement de notre réseau ferré. Je ne veux pas dire, tant s'en faut, qu'il ne faille pas cher-

cher à l'améliorer aussi bien que toutes les parties de notre armement ; mais ce qu'il faut rechercher surtout, c'est de l'utiliser d'une manière judicieuse.

Pour cela, il faut s'inspirer avant tout des exemples et des écrits des grands capitaines ; ils ne nous apprendront pas comment on doit employer les chemins de fer, puisqu'il y a cinquante ans ces moyens de transport n'existaient pas, mais ils nous permettront de déterminer avec précision le but à atteindre, et quand ce résultat sera obtenu, la répartition de nos corps d'armée sur nos voies ferrées ne sera plus q'une question relativement facile.

C'est justement parce qu'il nous semble qu'on a complètement négligé les vrais principes dans tous les projets publiés jusqu'à présent, que nous croyons ces projets très défectueux. Il ne serait peut-être pas difficile de présenter une solution plus satisfaisante, mais, pour des raisons que j'ai déjà dites, je ne voudrais même pas essayer de le faire ; et à supposer que j'aie à ce sujet quelques idées précises et bien arrêtées, j'en parlerais d'autant moins que je les croirais meilleures. »

Dans un prochain numéro, et basés sur les précieux renseignements et avis de M. A. G., nous essaierons de rechercher s'il n'y aurait pas quelque profit à examiner du même point de vue les affaires militaires de la Suisse pendant qu'il en est temps encore. *Réd.*

Le capitaine Samuel Finsterwald,

instructeur de II^e classe du génie.

Le 31 mai au soir est mort subitement à Thoune, en son domicile, le capitaine Finsterwald, instructeur de II^e classe du génie. Il a suivi ainsi, dans la tombe, à huit semaines d'intervalle, son chef et ancien collègue le colonel Schumacher.

L'arme du génie, notamment le service des pontonniers, fait de nouveau une grande perte; maintenant a disparu le plus ancien de nos instructeurs et le type le plus parfait de ces servants de la vieille école, qui, dans leurs fonctions modestes, mais si utiles, rendaient de si grands services à notre armée. Nous ne verrons plus cette figure calme et sympathique ; nous n'entendrons plus sa voix grave nous donner des conseils et des avis qui ne restaient jamais sans être écoutés. Mais le souvenir de ce